

# CONVENTION FINANCIERE

Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012

## ENTRE

le Département du Bas-Rhin, dont le siège est à Strasbourg – Place du Quartier Blanc, représenté par Monsieur Guy-Dominique KENNEL, Président du Conseil Général du Bas-Rhin, ci-après désigné par les termes "*le Département*"

d'une part,

## ET

le Comité Départemental d'Escrime du Bas-Rhin, dont le siège est à la Maison des Sports, 4, rue Jean-Mentelin B.P. 95028 - 67035 STRASBOURG-CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAUENDORFFER, ci-après désigné par les termes "*l'association*"

d'autre part,

## VU

- le code général des collectivités territoriales ;
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- la délibération du Conseil général du 11/12 décembre 2006,
- la délibération de la commission permanente du Conseil Général du 2 avril 2012.

## PREAMBULE :

L'association et le Département du Bas-Rhin vont conclure pour l'année 2012 un contrat d'objectifs. Dans ce cadre et pour l'année 2012, la présente convention définit les modalités de l'intervention financière du Département du Bas-Rhin.

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

## I : OBJET DE LA CONVENTION

### Article 1 : Objet

La présente convention définit les modalités d'intervention du Département dans les actions menées par l'association.

Compte tenu de l'importance que le Département du Bas-Rhin accorde au domaine d'intervention de l'association, il s'engage à soutenir l'objet général de l'association, et notamment les actions qu'elle entreprend. Ces actions sont définies dans le contrat d'objectifs établi pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012.

Plus précisément, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le programme d'actions suivant :

- ⇒ *Renforcer et valoriser le maillage sportif territorial ;*
- ⇒ *Accompagner, développer et renforcer la formation à destination des bénévoles et des cadres ;*
- ⇒ *Promouvoir la discipline en milieu scolaire et socio éducatif ;*

### Article 2 : Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature. Toutefois, son exécution est soumise à la condition suspensive de la réception par le Département du Bas-Rhin d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Elle est conclue pour une durée d'un an à compter de son entrée en vigueur.

## II : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

### Article 3 : Montant de la subvention départementale annuelle

Au regard des engagements imposés par la présente convention et sous la condition expresse qu'elle en remplira réellement toutes les clauses, le Département subventionnera l'association à hauteur de 40% du coût du poste de l'animateur (salaires brut + charges patronales).

Un forfait annuel de 3 049 €, au titre des déplacements rattachés aux missions décrites à l'article 1, complètera cette aide. Le montant total est plafonné à 15 245,00 €.

Il est à rappeler que le Département met à disposition de l'association des locaux au sein de la Maison des Sports.

#### **Article 4 : Modalités de versement de la subvention**

Le versement de cette subvention interviendra, après décision de la commission permanente, au vu du retour de la convention et du contrat d'objectifs signés et selon les modalités suivantes :

- ⇒ 50 % en début d'année après production de la fiche de paie du mois de janvier
- ⇒ 40% en juillet de la même année après production :
  - des fiches de paie de février à juin
  - d'un rapport d'activité du premier semestre de l'année en cours,
- ⇒ 10% en fin d'année après production des fiches de paie de juillet à décembre et réalisation d'un entretien d'évaluation entre les représentants du Département, l'association et l'animateur sportif départemental.

La subvention sera créditée au compte n°30087 33001 00045047101 82 domicilié à la BANQUE CIC EST. La contribution départementale au poste ainsi que le forfait pour déplacements seront cependant globalement plafonnés à 15 245 € par an pour un emploi à temps complet.

### **III : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

#### **Article 5 : Utilisation de la subvention**

L'association s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à :

- ⇒ son objet associatif ;
- ⇒ le contrat d'objectifs réalisé entre l'association et le Département ;
- ⇒ la présente convention financière

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention dans son article 1 et son budget prévisionnel entraînera la résiliation de cette convention et le remboursement de la subvention accordée.

Dans l'hypothèse où les objectifs cités à l'article 1er n'auront pas été réalisés au 31 décembre de l'année en cours, l'association s'engage à rembourser au Département, le montant des subventions afférent.

#### **Article 6 : Documents à produire**

Pour la liste des documents à produire pour l'instruction, il convient de se reporter au formulaire harmonisé de demande de subvention dont le cadre général a été approuvé par la commission permanente du Conseil Général du 18 octobre 2004.

Par ailleurs, l'association devra produire annuellement son rapport d'activités qui sera soumis au Conseil Général.

**Article 7 : Obligations fiscales et sociales**

L'association s'engage à prendre en charge toutes taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que le Département ne puisse être recherché ou inquiété en aucune façon, à ce sujet.

**Article 8 : Responsabilités - assurances**

Les activités de l'association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon à ce que la responsabilité du Département ne puisse être ni recherchée ni engagée.

**Article 9 : Information et communication**

L'association dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Général du Bas-Rhin dans tous les supports qu'elle utilise, ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Général du Bas-Rhin sur les documents édités par l'association et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Général, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Conseil Général.

Le Service des Sports et la Direction de la Communication devront être informés de toutes manifestations publiques organisées dans le cadre du projet soutenu.

**Article 10 : Contrôle sur place et sur pièces**

Le Département pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'il jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par lui pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis du Conseil Général.

Dans ces conditions, l'association s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables dont la production serait jugée utile.

**Article 11 : Obligations comptables**

L'association s'engage à fournir au Département les documents comptables (bilans, comptes de résultats, annexes et rapports du commissaire aux comptes le cas échéant) au plus tard dans les six mois qui suivent l'exercice clos ayant bénéficié des subventions départementales.

Dans le cadre de la production de ces documents, l'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no. 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999.

L'association s'engage également à respecter la réglementation en vigueur en matière de nomination d'un Commissaire aux Comptes et à produire au Conseil Général tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles. Le cas échéant, l'association s'engage à communiquer au Département le nom du ou des commissaires aux comptes dans les trois mois suivant leur désignation.

## **IV : DIVERS**

### **Article 12 : Evaluation (le cas échéant)**

Les modalités de l'évaluation sont précisées dans le contrat d'objectifs établi pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012.

### **Article 13 : Conditions de renouvellement de la convention**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la vérification par la Collectivité de la réalisation des objectifs cités à l'article 1<sup>er</sup>.

### **Article 14 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

Le montant de la subvention accordée pourrait notamment être revu en tenant compte, le cas échéant, des subventions versées par les autres collectivités dans le cadre d'un avenant à la présente convention s'il s'avérait supérieur à la limite autorisée par la législation et la réglementation en vigueur.

### **Article 15 : Résiliation**

La présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois mais sans indemnité en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le versement de la subvention est interrompu et un arrêté d'abrogation de l'arrêté attributif de subvention est alors notifié à l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou à l'une des clauses de l'un des quelconques avenants à ladite convention, dès lors que, dans les trois mois suivants la date de réception de la mise en demeure envoyée par le Département du Bas-Rhin par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas donné de suite favorable.

Le non-respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner, outre l'interruption de l'aide financière par le Département décrite ci-dessus, la demande de reversement en totalité ou en partie des

montants alloués et la non prise en compte des demandes de subvention présentées ultérieurement par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la pérennité de l'association et la poursuite de ses activités, ou en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, le Département se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander éventuellement le reversement des sommes déjà mandatées.

**Article 16 : Exécution**

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Payeur Départemental du Bas-Rhin Hôtel du Département - Place du Quartier-Blanc, 67964 STRASBOURG CEDEX 9.

**Article 17 : Election du domicile**

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties élisent domicile au siège du Département.

**Article 18 :**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux qui seront remis à chaque partie signataire.

Fait à STRASBOURG, le

Pour l'association,  
Le Président,

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Général,

Jean-Luc DAUENDORFFER

Guy-Dominique KENNEL